



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/45/L.12
30 octobre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
PREMIERE COMMISSION
Point 66 a) de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT

Argentine, Australie, Autriche, Cameroun, Chine,
Danemark, Equateur, Indonésie, Iran (République
islamique d'), Nigéria, République socialiste
soviétique d'Ukraine, République-Unie de
Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord, Suède, Togo et Yougoslavie :
projet de résolution

Rapport de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale,

Ay a et examiné le rapport annuel de la Commission du désarmement 1/,

Soulignant de nouveau qu'il importe de donner effectivement suite aux recommandations et décisions pertinentes contenues dans le Document final de sa dixième session extraordinaire 2/, la première consacrée au désarmement,

Tenant compte des sections pertinentes du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire 3/, la deuxième consacrée au désarmement,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session,
Supplément No 42 (A/45/42).

2/ Résolution S-10/2.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session
extraordinaire, Annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

Tenant également compte des opinions très répandues qui ont été exprimées lors de sa quinzième session extraordinaire, la troisième consacrée au désarmement,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions de la dixième session extraordinaire,

Rappelant ses résolutions 33/71 H du 14 décembre 1978, 34/83 H du 11 décembre 1979, 35/152 F du 12 décembre 1980, 36/92 B du 9 décembre 1981, 37/78 H du 9 décembre 1982, 38/183 E du 20 décembre 1983, 39/148 R du 17 décembre 1984, 40/152 F du 16 décembre 1985, 41/86 E du 4 décembre 1986, 42/42 G du 30 novembre 1987, 43/78 A du 7 décembre 1988 et 44/119 C du 15 décembre 1989,

1. Prend acte du rapport annuel de la Commission du désarmement 1/;
2. Note avec satisfaction que la Commission du désarmement a achevé l'examen de toutes les questions de fond inscrites à son ordre du jour, à l'exception du point consacré aux informations objectives sur les questions militaires;
3. Félicite la Commission du désarmement d'avoir adopté par consensus des recommandations précises touchant les points suivants à son ordre du jour :
a) capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, b) rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement, c) désarmement classique et d) projet de déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement;
4. Note aussi que les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Président de la Commission du désarmement consacré aux armements et au désarmement navals 4/ ont été approuvées par tous les participants aux consultations qu'il a organisées;
5. Note en outre qu'il n'a pas été possible de convenir de recommandations précises sur le point consacré à divers aspects de la course aux armements, notamment la course aux armements nucléaires, et du désarmement nucléaire, et à une approche générale des négociations sur le désarmement nucléaire et le désarmement classique;
6. Rappelle que la Commission du désarmement est l'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;
7. Souligne qu'il importe que la Commission du désarmement travaille sur la base d'un ordre du jour approprié concernant les thèmes du désarmement, qui lui permette de concentrer ses efforts et donc de progresser davantage sur des sujets précis conformément à la résolution 37/78 H;

4/ Ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 42 (A/45/42), par. 33.

8. Note avec satisfaction que la Commission du désarmement, à sa session de fond de 1990, a adopté par consensus un ensemble de "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement";

9. Prie la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte qu'elle a adopté sur les "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement";

10. Engage la Commission du désarmement à achever, pour pouvoir l'adopter à sa session d'organisation de 1990, l'examen de l'ordre du jour de sa session de fond de 1991, conformément au texte qu'elle a adopté sur les "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement";

11. Prie aussi la Commission du désarmement de se réunir en 1991, pendant quatre semaines au plus, et de lui présenter un rapport de fond pour sa quarante-sixième session;

12. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement 5/, ainsi que tous les documents officiels de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et d'accorder à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

13. Prie aussi le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens nécessaires à cet effet;

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Rapport de la Commission du désarmement".

5/ Ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 27 (A/45/27).